



**HAL**  
open science

**Mobiliser la langue pour faire entendre la périphérie :  
étude comparée des mouvements nationalitaires bretons  
et sorabes au prisme de leurs revendications  
linguistiques**

Jeanne Toutous

► **To cite this version:**

Jeanne Toutous. Mobiliser la langue pour faire entendre la périphérie : étude comparée des mouvements nationalitaires bretons et sorabes au prisme de leurs revendications linguistiques. *Lengas : revue de sociolinguistique*, 2024, 95, 10.4000/11yl6 . hal-04639570

**HAL Id: hal-04639570**

**<https://hal.science/hal-04639570>**

Submitted on 9 Jul 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**Lengas**

Revue de sociolinguistique

95 | 2024

**La revendication des « minorités régionales » en France depuis 1945, en Occitanie et ailleurs**

---

# Mobiliser la langue pour faire entendre la périphérie : étude comparée des mouvements nationalitaires bretons et sorabes au prisme de leurs revendications linguistiques

Jeanne Toutous

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/lengas/8480>

DOI : 10.4000/11yl6

ISSN : 2271-5703

**Éditeur**

Presses universitaires de la Méditerranée

Ce document vous est fourni par Université Rennes



**Référence électronique**

Jeanne Toutous, « Mobiliser la langue pour faire entendre la périphérie : étude comparée des mouvements nationalitaires bretons et sorabes au prisme de leurs revendications linguistiques », *Lengas* [En ligne], 95 | 2024, mis en ligne le 01 juillet 2024, consulté le 08 juillet 2024. URL : <http://journals.openedition.org/lengas/8480> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/11yl6>

---

Ce document a été généré automatiquement le 8 juillet 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Mobiliser la langue pour faire entendre la périphérie : étude comparée des mouvements nationalitaires bretons et sorabes au prisme de leurs revendications linguistiques

Jeanne Toutous

---

- 1 La langue et le territoire constituent deux « fictions utiles » sur lesquelles reposent les mouvements régionalistes nationalitaires (Haugen, 1972). Toutefois, l'étude de plusieurs configurations régionales met à mal l'hypothèse d'une langue et d'un territoire uniques et unifiés propre à chaque région. À titre d'exemple, au Pays basque Nord, dans le département des Pyrénées-Atlantiques, cohabitent deux langues régionales au poids inégal : la langue basque et la langue d'oc dans sa variante gasconne-béarnaise. Les deux régions que nous prendrons comme objets d'étude, la Bretagne et la Lusace, connaissent des dynamiques duales similaires. La Bretagne et la Lusace, très peu comparées dans la littérature (Dołowy-Rybińska, 2020), recouvrent chacune deux mouvements linguistiques distincts et obéissent à des processus de territorialisation fragmentés. Si la littérature a bien montré que les rapports de force linguistique structurent tout d'abord les relations entre la langue d'État et les langues minoritaires ou régionales (Lippset & Rokkan, 1967, Bourdieu, 1982), les cas de rapport de force internes aux « périphéries » ont été moins analysés.
- 2 Régulièrement étudiée dans les travaux de science politique s'intéressant aux mouvements régionalistes, la Bretagne est une région de France où sont parlées deux langues reconnues par l'institution régionale, le breton et le gallo. Ces deux langues relèvent de familles linguistiques différentes : la première est une langue celtique et la seconde une langue romane. Les foyers de locuteurs des deux langues respectives

recourent une division territoriale ancienne et en partie floue à l'heure actuelle entre la Basse-Bretagne, territoire historique de pratique du breton, et la Haute-Bretagne, territoire historique du gallo. Le terme « Lusace » désigne un territoire culturel et historique sans existence officielle qui recoupe pour partie les *Länder* de Saxe et de Brandebourg. Il est habituellement considéré parmi les Sorabes et par l'État allemand que les Sorabes forment un seul peuple qui s'exprime en deux langues (haut-sorabe et bas-sorabe). Ces deux langues appartiennent à la même famille, celle des langues slaves occidentales, rendant une intercompréhension éventuellement possible à force d'imprégnation. Une division religieuse séparant schématiquement les Hauts-Sorabes catholiques des Bas-Sorabes protestants vient s'ajouter à la division linguistique. Les Sorabes disposent du titre de minorité nationale en Allemagne au titre de la Charte européenne des langues de moindre diffusion, non ratifiée par contre par la France. Selon une enquête sociolinguistique<sup>1</sup> de l'institut TMO Régions parue en 2018, les locuteurs du breton seraient 207 000 et les locuteurs du gallo seraient au nombre de 191 000. On estime que le nombre de locuteurs du haut-sorabe se situe entre 12000 et 15000, tandis qu'il n'y aurait que 5000 ou 6000 locuteurs du bas-sorabe (Elle, 2000 : 18, Dołowy-Rybińska, 2016b).

- 3 Alors que les mouvements *nationalitaires* tendent à s'exprimer en une langue régionale dominante (le breton et le haut-sorabe), les mouvements de *revendications linguistiques*, ici au nombre de quatre, peuvent se distancier du récit régionaliste nationalitaire. En cherchant à valoriser les langues doublement minoritaires et les territoires infra-régionaux qui y sont associés, ils proposent alors des récits militants pluriels et potentiellement concurrentiels. Les militants des langues doublement minoritaires rencontrés, amenés à se positionner par rapport aux récits régionaux ou nationaux dominants, adoptent différents cadres (Snow & Benford, 1992) et stratégies leur permettant de composer avec cette tension latente.
- 4 D'un point de vue théorique, nous ancrons cette étude dans la science politique et nous souhaitons ici lier les apports de la sociologie de l'État et des nationalismes (Lippset & Rokkan, 1967, Billig, 1995) et de la sociologie de l'engagement, apports enrichis de quelques emprunts à la recherche en sociolinguistique. Cet article s'appuie sur le matériau recueilli pour un travail de thèse. L'enquête de terrain a été majoritairement réalisée entre 2017 et 2021. Le dispositif méthodologique articulait des entretiens semi-directifs de type biographique avec des militants des quatre langues à l'étude et des observations en immersion, à dimension ethnographique, ainsi qu'un état de l'art des recherches sur les cas d'étude. Après avoir étudié les configurations d'entrecroisement entre revendication nationalitaire et revendication linguistique, nous nous intéresserons aux processus de fragmentation et de double minoritarisation<sup>2</sup> (Blanchet, 2016, Marti, 2007, Ferré, 2014), présents au sein des terrains régionaux étudiés.

## Quand (et comment) la dynamique nationalitaire globale « prend »

- 5 Nous allons tout d'abord nous pencher sur les récits régionaux à vocation unifiante portés par les militants linguistiques et sur les capacités instituant<sup>3</sup> de ces récits. En Bretagne, la langue bretonne est érigée en langue d'expression par excellence des vellétés nationalitaires, ce sur un territoire traditionnellement défini comme légitime par le mouvement régionaliste breton. Ce dernier tend à fétichiser<sup>4</sup> le territoire

historique de la région – la Bretagne à cinq départements – tout en contestant son territoire administratif. La langue bretonne joue un rôle central, quoique non exclusif, dans le militantisme régionaliste, puisqu'elle permet la distanciation symbolique d'avec l'État central. Elle n'a cependant de sens dans le récit régionaliste qu'une fois arrimée au récit territorial revendiquant les anciennes frontières du duché. À travers cette association entre langue et territoire, l'histoire du gallo apparaît peu légitime. En Lusace, la désignation commune des Hauts-Sorabes et des Bas-Sorabes en tant que minorité nationale peine à restituer la réalité de paysages sociolinguistiques, religieux, territoriaux et militants fractionnés. Les marqueurs identitaires hauts-sorabes servent alors souvent à représenter la minorité nationale dans son ensemble, non sans en invisibiliser la composante basse-sorabe.

## Bretagne : la visibilité de marqueurs régionalistes exprimés par la langue bretonne

- 6 L'action collective en faveur de la langue bretonne présente la particularité d'être incluse dans un mouvement social plus large, généralement appelé « le mouvement breton », ou « *Emsav* ». Ce terme indigène est un néologisme venant du verbe « *en em sevel* » (se lever) et peut être traduit comme « soulèvement » (McDonald, 1989 : 73). L'*Emsav* ne correspond à aucune organisation spécifique, il s'agit d'un cadre fictif permettant de regrouper dans une même catégorie tous les groupes constitués dans le but de construire l'altérité culturelle de la Bretagne (Kernalegenn, 2011 : 179), en soulignant le lien entre territoire et langue bretonne (le gallo n'y étant traité que de manière fort subsidiaire [McDonald, 1989 : 141]). Ce mouvement s'appuie sur la division ancienne entre centre et périphérie. Ce faisant, les organisations militantes qui le composent participent à l'entretien d'une dynamique de conflit latent entre l'État central et le mouvement régionaliste.
- 7 Le sentiment de menace est régulièrement réactivé par la lecture que font les militants de certaines politiques publiques perçues comme agressives vis-à-vis de la communauté régionale. Trois exemples de réactivation du clivage centre/périphérie sont ici à mentionner. Tout d'abord, une nouvelle carte des régions est adoptée en 2014 par le Parlement. La France passe alors de 22 à 13 régions. Alors que les militants régionalistes bretons se mobilisent de manière unitaire pour revendiquer la « réunification » de la Bretagne, soit l'officialisation de son territoire historique à cinq départements, les frontières de la région demeurent inchangées. La partition de la région semble alors à nouveau entérinée par le pouvoir étatique.
- 8 En 2017, les militants de la langue bretonne et, plus largement, les militants du mouvement breton organisent à nouveau une mobilisation contre la rectification par l'État civil de Quimper de l'orthographe du prénom *Fañch*. Il s'agit alors de contester l'interdiction du tilde adjoint au « n » de ce prénom par les parents d'un jeune enfant qui souhaitent orthographier le prénom de leur fils selon la graphie utilisée en breton. Plusieurs rebonds juridiques viennent prolonger l'affaire, et les organisations militantes mettent en exergue l'argument invoqué par le parquet selon lequel ce graphème breton serait contraire au principe d'unité de la République.
- 9 En avril 2021, le Conseil Constitutionnel censure partiellement une loi portée par le député régionaliste breton Paul Molac, loi du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion. La « loi Molac » propose

notamment la possibilité d'étendre l'enseignement par immersion, jusque-là spécifique aux écoles associatives *Diwan*, de statut privé, aux écoles bilingues publiques. Or, certaines dispositions prévues par l'article 4 et l'article 9, deux articles hétérogènes, sont modifiées par le Conseil Constitutionnel. Celui-ci, tout en validant l'étendue des « formes dans lesquelles peut être proposé, dans le cadre des programmes de l'enseignement public, un enseignement facultatif de langue régionale » (Conseil Constitutionnel, 2021a), rappelle la nécessité de l'usage du français dans l'exercice d'une mission de service public, en vertu de l'article 2 de la Constitution (« les particuliers ne peuvent se prévaloir, dans leurs relations avec les administrations et les services publics, d'un droit à l'usage d'une langue autre que le français, ni être contraints à un tel usage » (Conseil Constitutionnel, 2021a). Cette demande de pratiquer la langue française entre en opposition directe avec le principe de base des écoles *Diwan* : tendre à une pratique totale du breton sur le temps scolaire. En outre, le Conseil Constitutionnel restreint également la portée de l'article 9 de la Loi Molac prévoyant que les signes diacritiques des langues régionales sont autorisés dans les actes d'état civil. Il en conclut qu'autoriser l'utilisation de signes diacritiques non utilisés dans la langue française reviendrait à reconnaître aux particuliers un droit à l'usage d'une langue autre que le français dans leurs relations avec les administrations et les services publics, donc à contredire l'article 2 de la Constitution, précise ainsi le sociologue et historien Eguzki Urteaga (2022, p. 51). Cette modification du texte par l'organe de contrôle de constitutionnalité est immédiatement perçue par les militants régionalistes bretons comme une marque renouvelée de l'hostilité du centre vis-à-vis des expressions régionales, selon le clivage rokkanien (Lipset & Rokkan, 1967). En effet, c'est bien le gouvernement qui avait saisi le Conseil constitutionnel pour qu'il vérifie la constitutionnalité de la loi. À la suite de la censure partielle de la loi, une manifestation unitaire est organisée à Guingamp (Côtes d'Armor) pour défendre les écoles immersives en langue bretonne *Diwan*. La thématique territoriale et la revendication linguistique bretonnes sont ainsi régulièrement érigées comme supports d'expression de la périphérie face au centre.

- 10 Ces deux sujets sont par ailleurs enchâssés dans les discours des militants rencontrés pour des entretiens. Ainsi, MB5<sup>5</sup>, 34 ans, militant d'un parti autonomiste breton explique : « *On n'a pas parlé de la réunification, mais à partir du moment où je dis qu'on est pour l'autodétermination, la reconnaissance du peuple breton... on est pour la réunification de la Bretagne* ». MB4, 39 ans, militante de la langue bretonne dans un collectif féministe, explique quant à elle que l'implantation d'une nouvelle station de radio en langue bretonne à Nantes, en Loire-Atlantique, lui importait pour revendiquer l'identité bretonne de ce territoire officiellement localisé dans la région Pays de la Loire. La demande d'autonomie régionale est assez largement partagée parmi les enquêtés. Elle s'érige systématiquement en réponse à une organisation étatique centralisée considérée comme absurde et injuste. Des politiques publiques ou des décisions ramenées à l'État telles que la réforme territoriale de 2014, l'« affaire Fañch » ou encore la censure partielle de la loi Molac sont perçues comme la marque du refus de l'État central d'accéder aux demandes de la communauté. Pour les militants interrogés, elles constituent des indicateurs de crédibilité empirique du diagnostic militant (Benford & Snow, 2000 : 620) déjà posé. Ici, la situation est perçue comme une preuve de ce qui est nommé le « jacobinisme » de l'État français. Par exemple, MB8, 57 ans, militante d'une organisation de soutien à la langue bretonne et aux écoles immersives *Diwan*, également membre d'un parti autonomiste, explique le problème en ces termes :

J'aimerais bien une politique plus fédératrice plutôt que descendante et jacobine comme on a en France avec un pouvoir centralisé très fort et donc j'aimerais beaucoup que la France revoie son mode de gouvernance et que les cultures reprennent du poil de la bête, et que le mode d'organisation devienne plus fédératif, de manière à ce que les peuples soient mieux respectés dans leurs identités.

- 11 Revendication d'un territoire régional alternatif au tracé territorial officiel, mise en valeur de la langue bretonne et contestation des limites autorisées de son expression, ainsi que souhait d'une autonomie régionale accrue sont ainsi largement entremêlés dans les perceptions des acteurs militants de la langue bretonne. De cette imbrication des causes, relativement ancienne, découle un récit régional convertible en marqueurs de « régionalisme banal », si l'on adapte l'expression originale du politiste Michael Billig. Loin de constituer des phénomènes « périphériques » ou « exotiques » (Billig, 1995 : 5), nationalismes et régionalismes sont le fruit d'une reproduction quotidienne d'un ensemble complexe de croyances, de postulats, d'habitudes, de représentations et de pratiques (Billig, 1995 : 6). Les acteurs travaillent aux niveaux individuels et collectifs à rendre leur environnement cohérent à l'aide de récits majeurs, ou *grand narratives*<sup>6</sup> (Darmon, 2021 : 30). Ce travail de mise en cohérence influence alors les représentations d'acteurs non-militants qui emprunteront à leur tour des éléments disparates à ces répertoires culturels. Les acteurs et les organisations militantes opèrent un travail constant de « (re)production des catégories d'intelligibilité disponibles pour saisir la réalité » (Johsua, 2015 : 135). Est par ce biais enclenché un phénomène de résonance (William, 1995, Benford & Snow, 2000 : 619) entre culture du mouvement breton et individus extérieurs à ce mouvement.
- 12 De ce récit régional linguistique et territorial, la langue galloise brille par son absence. Certains militants de la langue galloise expriment alors des marques d'agacement face à ce qui est ainsi traduit, par exemple, comme « la fameuse Bretagne en kit, la Bretagne fantasmée, la Bretagne celtique qui me sort par les yeux », (MG8, 39 ans, intermittent du spectacle). Ce dernier, qui a appris le breton pendant son cursus universitaire, délaisse progressivement l'usage de cette langue pour concentrer ses efforts sur le gallo. Mais il existe aussi des militants qui défendent les deux langues dans une optique nationalitaire. MG3, 45 ans, déclare par exemple : « j'ai toujours été un nationaliste breton. Voilà ». Il est le principal créateur d'une association visant à populariser l'enseignement du gallo. Ancien militant du parti politique nationaliste de gauche *Emgann* (« combat » en breton), MG3 apprend la langue bretonne dans le cadre d'une formation longue. Embauché dans l'équipe d'une école *Diwan*, il passe en parallèle une licence de breton. Il ajoute le métier d'enseignant à son métier de journaliste en réalisant des collaborations pour différents médias régionalistes. Il justifie son investissement professionnel important au sein d'une école *Diwan* du département du Morbihan par une volonté d'apporter aux élèves la connaissance des deux langues de Bretagne. « En Bretagne, on a réussi à influencer au niveau de la réunification, un peu de l'autonomie aussi et des langues de Bretagne, parce qu'on a des gens qui sont sincèrement intéressés par la chose au sein du Conseil régional par exemple, mais autrement on n'a jamais réussi », regrette ce militant qui estime que le « milieu politique breton » est actuellement « en période de basses eaux ».



## Lusace : une minorité nationale qui demeure segmentée et tournée vers l' *in-group*

- 13 Les Sorabes de Lusace disposent du titre de minorité nationale et d'institutions dédiées telles qu'une fondation administrant les subventions fédérales entre les différentes organisations communautaires, deux conseils spécialisés dans les questions touchant à la minorité, respectivement au *Landtag* de Saxe et au *Landtag* de Brandebourg, ou encore d'une association de représentation des intérêts sorabes, la *Domowina* (« patrie » dans les deux langues). L'existence de ces différents corps n'indique pas pour autant une convergence des intérêts entre individus considérés comme « Allemands » et individus considérés comme « Sorabes ». Les deux lois concernant cette question en Saxe et en Brandebourg indiquent que tout individu se considérant comme Sorabe peut s'approprier cette identité. Dans la pratique, surtout en Haute-Lusace, il est habituellement considéré qu'est sorabe une personne ayant grandi dans une famille de langue (haute)-sorabe. La légitimité au sein du groupe est également liée à la pratique de la religion catholique dans cette enclave. En réaction à des discriminations subies depuis des siècles (Barker, 2000 : 56), l'action collective haute-sorabe tend à séparer soigneusement les mondes sociaux en deux catégories hermétiques : les Sorabes et les Allemands. Cette stratégie des mondes parallèles (Dołowy-Rybińska & Ratajczak, 2019 : 5) se retrouve dans l'idéologie linguistique en vigueur dans le monde scolaire en langues sorabes, où les élèves issus de familles germanophones et les élèves issus de familles sorabophones, quoique partageant le même établissement et les mêmes prétentions à pratiquer les langues de Lusace, sont dirigés dans des classes différentes.
- 14 Une autre ligne de séparation concerne cette fois les Hauts-Sorabes et les Bas-Sorabes, dont les univers sociaux et militants diffèrent amplement. Dans le but d'harmoniser les revendications nationalitaires, des tentatives d'unification entre les deux groupes sont mises en place par les représentants des institutions communautaires. Depuis une dizaine d'années, l'association fondatrice *Domowina* investit davantage les spécificités du territoire de Basse-Lusace ainsi que les locuteurs du bas-sorabe. Après avoir précisé qu'il s'est progressivement acclimaté à la compréhension et à l'usage de cette langue, MHS6, 35 ans, président de la *Domowina*, indique : « politiquement, face à l'extérieur, nous défendons l'idée que nous sommes un peuple. C'est également très important, cela sera aussi très important dans le futur, je pense ». S'il accorde ainsi une place croissante à la langue basse-sorabe au sein de l'organisation qu'il préside, c'est bien dans l'optique de consolider l'unité politique de la minorité nationale dans son ensemble, sa propre trajectoire étant arrimée à une socialisation totalement haute-sorabophone et catholique.
- 15 Cet investissement tardif des enjeux bas-sorabes en tant qu'enjeux territoriaux et linguistiques autonomes, indissolubles dans l'intérêt national de la minorité elle-même, est à rapporter à la proximité linguistique entre haut-sorabe et bas-sorabe et à la longue absence d'une voix militante propre à la Basse-Lusace. La majorité des institutions dédiées aux Sorabes dans leur ensemble est située en Haute-Lusace et investie par des individus haut-sorabophones. Le récit nationalitaire de la minorité est ainsi institué par les militants de Haute-Lusace, qui y raccrochent leurs perceptions plus vastes du monde social. Convictions politiques conservatrices, attention portée au rôle de l'Église catholique et valorisation de la *nativespeakerness* (Fishmann, 1991) - soit le fait d'être un locuteur natif - au détriment de la *newspeakerness* font partie de la



représentation que la minorité se fait d'elle-même. À titre d'exemple, il est bien plus difficile pour un nouvel arrivant en Lusace de trouver des cours de bas-sorabe que de haut-sorabe sur les territoires concernés. Un néo-locuteur du haut-sorabe est en effet moins considéré qu'un locuteur traditionnel, ce dont témoignent de rares néo-locuteurs installés depuis longtemps en Haute-Lusace. Ce constat est à nuancer si la personne en recherche de formation linguistique a une langue slave pour langue maternelle. Ainsi, un stage de haut-sorabe organisé tous les deux ans dans la ville de Bautzen propose une réduction sur les tarifs à toute personne vivant dans un pays slave, ce qui témoigne d'un parti-pris essentialiste. Ce sont avant tout les militants de Haute-Lusace qui sont engagés dans la territorialisation régionale de l'action collective et du récit communautaire sorabe. Les militants bas-sorabes qui participent discursivement et matériellement à la stabilisation d'un territoire proprement lusacien sont quant à eux beaucoup moins nombreux. « Les États-Nations ne sont pas si importants pour moi, en fait je suis plutôt une Lusacienne », déclare MSH7, 39 ans, militante du haut-sorabe en poste au secrétariat des Minorités d'Allemagne. Dans les discours des militants haut-sorabes, le territoire de Lusace est premièrement envisagé comme un support pour l'expression de la différenciation culturelle nationale. Les acteurs mobilisent en effet davantage, de manière ethnique, leur « sorabité », ou *sorbianness* (Glaser, 2007 : 11) que leur appartenance régionale à la Lusace.

- 16 Cependant, les éléments de ce récit national ne sont pas facilement convertis en marqueurs de nationalisme banal en Lusace. L'engagement nationaliste des militants Sorabes n'est ni reproduit ni institué sous la forme de marqueurs dans la vie quotidienne en Lusace : les acteurs du territoire ne s'emparent pas des symboles identitaires sorabes, qui demeurent largement confinés dans la sphère privée des militants sorabes. Mis à part le bilinguisme des noms de rue en vigueur dans les principales villes de la zone de peuplement sorabe, les langues et symboles sorabes sont très peu visibles dans l'espace public. Ils sont en outre absents dans la vie économique et commerciale et peu mis en avant dans les dynamiques touristiques. Les non-locuteurs de la langue, lorsqu'ils sont d'origine allemande, ne s'emparent pas de l'identité sorabe, ni ne s'y réfèrent dans un processus d'appropriation ou d'attraction. Le grand narrative haut-sorabe est alors strictement communautaire, précieusement transmis par les instances de socialisation que sont la famille, l'Église, les organisations culturelles et militantes, ou encore les musées régionaux à l'instar du musée sorabe de Bautzen. Ce récit fondateur met en effet en scène la présence d'une slavité ancestrale sur le territoire de Lusace et une mission de transmission à la fois linguistique et religieuse pour les intellectuels hauts-sorabes plusieurs fois opprimés dans l'histoire. Fonctionnel au sein de la minorité haute-sorabe, il n'a pas vocation à être véhiculé à l'extérieur de cette dernière.

## Heurts, résistances, et double minoritarisation

- 17 Dans les cas gallo et bas-sorabe, nous avons affaire à des configurations de dominations linguistiques intriquées. Les militants gallos et bas-sorabes disposent d'un accès plus compliqué aux institutions régionales (Bretagne) ou communautaires (Lusace) et le récit régional qu'ils tentent de produire est moins performatif et davantage morcelé que les récits régionaux bretons et hauts-sorabes.

- 18 Ces deux mouvements linguistiques périphériques convoquent des récits et des territorialisations alternatives, moins aisément convertibles en marqueurs de régionalisme, ou de nationalisme ordinaire. Dans le cas gallo, cela aboutit à une distinction nette par rapport au régionalisme nationalitaire breton. Dans le cas bas-sorabe, cela se traduit davantage par la volonté d'exprimer une voix propre au sein du mouvement nationalitaire sorabe.

### Militants du gallo : s'émanciper du récit régional breton

- 19 L'entreprise militante de réhabilitation de la place de la langue gallèse dans le récit régional breton peine à entrer en résonance avec le cadre culturel régional socialement dominant et convertible en marqueurs de régionalisme banal. MG2, 44 ans, militant de la langue gallèse professionnalisé dans une institution de défense du gallo, évoque ainsi « une langue qui n'a pas été en odeur de sainteté dans son propre territoire ». On constate en effet que les marqueurs de la langue gallèse sont rares sur le territoire haut-breton. Dans le domaine économique par exemple, la langue gallèse ne dispose pas d'une place réelle, contrairement à la langue bretonne qui constitue un outil de marketing régulièrement utilisé (on pensera par exemple au réseau d'entrepreneurs *Produit en Bretagne*). Dans les institutions partagées, organes issus du Conseil régional à l'instar du Conseil culturel de Bretagne, la thématique de la préservation du breton prime sur la question gallèse. À titre d'exemple, au niveau régional, la part de budget accordée au breton est de 6 millions d'euros, celle accordée au gallo de 300 000 euros<sup>7</sup>, une différence qui crée de la frustration chez les militants du gallo. MG4, 28 ans, militante employée dans une organisation de valorisation du gallo, dénonce ce qu'elle perçoit comme le pouvoir d'une élite politique régionale sensibilisée aux revendications de langue bretonne, en ces termes : « et les Bretons sont très forts, et les politiques bretonnants, ils ont du pouvoir, et ce n'est pas facile de se sentir méprisé par les instances qui sont censées protéger les deux langues ». La désignation faite des acteurs régionalistes locaux sous le terme « *les Bretons* » n'est pas anodine. MG6, autre employé de l'organisation dont fait partie MG4, exprime un rapport de distanciation semblable vis-à-vis de l'identité territoriale régionale, qu'il conçoit comme une extension de la Basse-Bretagne :

Pendant longtemps, j'utilisais le terme « Haute-Bretagne », mais en fait je commence à me dire que « Haute-Bretagne », en fait, on se situe tout le temps en tant que partie Est de la Bretagne, je passe sur l'ancien sens qui est la partie plus proche de la cour, quoi, mais en fait on se situe tout le temps comme une partie de la Bretagne, et on ne se situe pas comme un territoire qui a son propre... ce n'est pas tellement qui a son propre centre, mais en tout cas qui a sa propre géographie, y compris en terme de voisinage. C'est à dire que pour moi, le voisinage avec le Maine, le Poitou et la Normandie, comment dire ? Ce n'est pas tellement que ça a autant d'importance que la Basse-Bretagne, mais en tout cas, ça a aussi une importance.

- 20 Se différencier du militantisme de langue bretonne suppose donc pour ce militant de se différencier du récit régional majoritaire en Bretagne. Tout se passe comme si le régionalisme banal breton, de par la prédominance qu'il donne à la langue bretonne, ne pouvait permettre d'exprimer des revendications linguistiques minoritaires alternatives. Ici, ce processus de distanciation du récit régional breton passe par l'enjeu de la redéfinition du territoire. Plutôt que de s'approprier un récit régional où sa

propre langue occupe une place périphérique, MG6 s'identifie à un territoire alternatif au territoire régional, en valorisant un « *voisinage* » souvent invisibilisé.

- 21 En miroir, il convient de constater que plusieurs enquêtés défenseurs de la langue bretonne tendent à évacuer assez rapidement la question gallèse. Ainsi, MB10, conseillère municipale membre d'un parti autonomiste de gauche, âgée de 35 ans affirme à propos du breton : « pour moi, c'est la langue de la Bretagne, et cette frontière linguistique entre Basse et Haute-Bretagne, c'est un peu comme quand on m'a dit que j'avais collaboré pendant la guerre ». De même, MG5, rédacteur en chef d'un mensuel régionaliste rattaché à ce même parti, suppose que « le gallo, pour [lui], c'est condamné ». Il poursuit :

Je pense, oui, parce qu'à partir du moment où les gens s'y intéressent pas ... à moins que les militants réussissent une prouesse de... mais je pense que c'est tellement proche du français... tu vois même sur la signalétique j'ai plein d'exemples de gens qui ont voulu mettre de la signalétique en gallo et ça c'est mal passé parce que dans les écoles par exemple les profs de français disent « ouais mais on essaie de faire des efforts avec l'orthographe, puis le gallo, on dirait du français, euh... »

- 22 Si depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, les entreprises partisanes et culturelles ethnorégionalistes ont pour certaines laissé un espace d'expression aux locuteurs et défenseurs du gallo (Mandard, 2017), les initiatives centrées sur la langue gallèse demeurent marginales<sup>8</sup>. Bien que la langue romane de Bretagne bénéficie d'une discrète tradition de revendication, notamment depuis les années 1970, c'est davantage par le biais d'un récit tourné non pas à destination de la société régionale (le régionalisme banal) mais bien à destination de l'*in-group* (Taylor, 1989 :769).
- 23 L'anthropologue Michael Herzfeld (2005) parle d'« intimité culturelle » pour désigner les manières détournées et inconscientes, souvent péjoratives, dont les citoyens d'un État-Nation évoquent ce dernier, contribuant de ce fait à l'institutionnaliser. La reproduction sociale de stéréotypes de soi, de plaisanteries dépréciatives, l'exagération de traits honteux ou embarrassants sont les formes de cet engagement culturel, terme préféré par Michael Herzfeld à la notion plus statique de « culture ». Cette intimité vient finalement servir la communauté nationale en lui donnant une consistance. Sans constituer un État-Nation, la communauté de langue gallèse est traditionnellement amenée à utiliser ce registre d'expressivité, dans ce qui s'apparente à une « représentation collective de l'intimité » (Herzfeld, 2005 : 6) destinée à l'*in-group*. Ce registre s'apparente à la famille des registres dominés, interstitiels, qui n'impriment pas leur marque sur l'image globale du territoire.
- 24 Dans les années 1920, les défenseurs du gallo revendiquent la pratique de cette langue par le biais du théâtre paysan : ils se nomment alors les « *patoiseux* ». Encore aujourd'hui le mouvement gallo est traversé par une importante tension entre défense d'un répertoire d'action de type préfiguratif, donnant une grande importance à la sphère culturelle et volonté militante croissante de distanciation d'avec le registre du conte, de la menterie<sup>9</sup>, de la plaisanterie et de la culture rurale populaire. Les enquêtés militants du gallo peuvent alors être classés en deux catégories. D'un côté, certains militants revendiquent une attache au conte, à l'humour paysan, aux traditions rurales et aux micro-territoires. De l'autre, un second groupe de militants cherche à se détacher pleinement de cet univers et souhaite faire progresser l'institutionnalisation de cette langue, notamment par la voie d'une prise en compte par le Conseil régional. Mais dans les deux cas, les militants du gallo se rejoignent en condamnant d'une même voix l'association exclusive du gallo à un registre grivois, dépréciateur, ou auto-

stigmatisant. MG8 s'insurge du registre grivois utilisé lors d'un festival annuel important pour la langue gallèse : « les menteries, c'est misogyne, c'est vulgaire, c'est pornographique... putain, mais ma grand-mère n'aurait jamais supporté d'entendre ça, jamais ! Mais parce que c'est en gallo on a le droit, je suis sûr que c'est des mecs, ils ne le feraient jamais en français ». MG3 déplore quant à lui : « pour le gallo ça va être toujours des conteurs, qui vont avoir des poses de conteurs, comme ça, c'est ridicule, quoi ! ». La comparaison avec les militants de la langue bretonne revient souvent dans ses propos. À ses yeux, les militants du gallo seraient responsables du mépris que peuvent exprimer des militants de la langue bretonne à leur égard. Pour lui, tout se passe comme si le gallo avait manqué son rendez-vous avec un militantisme combatif et « sérieux ».

- 25 Se revendiquer militant de la langue gallèse implique donc chez les enquêtés d'accepter d'occuper une place doublement minoritaire en tant que militant d'une langue régionale. Parmi les militants du gallo rencontrés, on trouve de nombreux locuteurs du breton. La trajectoire linguistique (Pujolar & Puigdevall, 2014) typique de ces acteurs est celle d'un premier apprentissage du breton à l'adolescence ou au début de l'âge adulte, par attrait pour la région, puis d'un apprentissage du gallo sur le mode de la redécouverte. Les militants indiquent en effet avoir connu des moments de prise de conscience linguistique où il leur apparaît que la langue de leur famille est le gallo et non le breton. L'entrée dans le militantisme de langue gallèse met en évidence la force du phénomène de loyauté linguistique<sup>10</sup> : une fois « convertis » à la langue gallèse, ces acteurs délaisseront, au moins en partie, la pratique de la langue bretonne. MG3 est un néo-locuteur du gallo originaire d'une petite commune de Haute-Bretagne. Il met en mots sa propre démarche de recherche d'authenticité et de loyauté à la langue la plus minorisée de la région de la manière suivante :

On a toujours besoin de revenir à sa culture d'origine. Tout en étant plurilingue, amoureux d'une autre langue, moi j'adore l'occitan par exemple, j'essaye d'apprendre l'occitan, le basque, mais ce ne sera jamais ma langue. Comme le breton ne sera jamais ma langue. Pour moi, ma langue, ce sera toujours le gallo.

- 26 Ainsi, alors que cet individu maîtrise la langue bretonne, il priorise son engagement en faveur de la langue gallèse. Ainsi apparaît-il difficile aux locuteurs des deux langues de « tenir » un engagement indifférencié en faveur des deux langues régionales, leur loyauté favorisant souvent la plus minorisée des deux.

### **Basse-Lusace : entre sentiment d'appartenance à une minorité nationale et émergence d'une action collective linguistique spécifique**

- 27 Le phénomène de fracture et de dominations enchâssées que nous venons de décrire en Haute-Bretagne se retrouve également en Basse-Lusace. Historiquement, la division entre Saxe et Prusse en date du Congrès de Vienne (Winterfeld & al., 2003 : 22) a historiquement rendu la situation sociolinguistique de la langue sorabe beaucoup plus compliquée en Basse-Lusace qu'en Haute-Lusace. Il existe tout d'abord d'un différentiel dans les politiques d'assimilation linguistique, davantage organisées et efficaces en Prusse qu'en Saxe. De plus, la Basse-Lusace ne dispose pas d'un clergé catholique susceptible de s'opposer à la Réforme et au processus de germanisation qui en découle. Après le Congrès de Vienne en 1815, l'État prussien recrute des pasteurs

germanophones en Basse-Lusace. Sur ce territoire, la religion protestante ne remplit pas la fonction de bulle protectrice comme le fait la religion catholique auprès des Haut-Sorabes. Avec la diffusion du courant romantique en Allemagne, l'idée selon laquelle une mission de redécouverte nationale incomberait aux élites intellectuelles est discutée en Haute-Lusace. Pour les Hauts-Sorabes, il s'agirait de venir en aide à leurs voisins sorabes moins dotés en ressources symboliques (Roland Marti, 2007 : 35). Depuis cette époque, la capitale du peuple sorabe est de fait la ville de Bautzen en Haute-Lusace, où sont localisées les organisations militantes. Les Hauts-Sorabes se font donc les représentants de toute la minorité (Marti, 2007 : 36). À l'inverse, la langue basse-sorabe reste principalement orale et cantonnée aux espaces paysans et villageois. Lorsque des individus bas-sorabophones entrent dans les institutions communautaires partagées, ils doivent faire face à l'omniprésence de la langue haute-sorabe, langue qu'ils ne parlent pas. Par ailleurs, l'absence de socialisation linguistique familiale dans le cas de la Basse-Lusace crée une différence de compétences linguistiques et de sentiment de légitimité d'avec les militants hauts-sorabes socialisés à la langue dès leur plus jeune âge. MBS11, 23 ans, militant bas-sorabe et administrateur de la *Domowina*, s'exprime ainsi :

Cela commence par le fait que, concernant les Hauts-Sorabes, seuls des locuteurs natifs siègent dans cet organe, dans ce conseil d'administration. Et pour les Bas-Sorabes, bien sûr, il n'y a que de nouveaux locuteurs. Et c'est une différence tellement fondamentale que je trouve parfois très évidente au niveau du travail, parce que parfois je ne suis même pas capable de débattre de la langue comme mes collègues haut-sorabes au sein de la commission.

- 28 Les militants bas-sorabes doivent alors parfois faire face à une reprise en main de leurs propres pratiques par les acteurs des institutions hautes-sorabes. Il arrive que lors de contextes privés ou semi-publics, des militants hauts-sorabes s'auto-définissent comme « *les vrais Sorabes* ». La socialisation, notamment religieuse, des acteurs hauts-sorabes, les pousse à valoriser la religion catholique au même titre que la langue haute-sorabe, ce qui tend à exclure de fait les revendications singulières à la Basse-Lusace sorabophone, où l'on ne trouve guère de catholiques pratiquants.
- 29 La division territoriale de la minorité sorabe en deux *Länder* accroît les difficultés d'harmonisation d'une action commune. Ainsi, en juin 2017, le Parlement du *Land* de Brandebourg rend publique une proposition d'ordonnance visant à instaurer un nombre minimum d'enfants par classe dans les classes bilingues bas-sorabe/allemand. MBS5, 37 ans, mère d'élèves scolarisés dans la filière qui propose ces classes raconte alors en entretien avoir attendu une réaction immédiate des responsables des organisations communautaires, réaction qui ne se produit pas. Elle se remémore ainsi : « [j']ai ainsi toujours attendu, pourquoi ne se passe-t-il rien du côté sorabe ? Des institutions, de toutes ces associations qui existent, et à un moment après quelques jours, là... [rires] j'ai perdu mon sang-froid et j'ai pensé : je ne peux pas attendre, nous devons faire quelque chose maintenant. ». MBS5 consulte alors les autres parents d'élèves dont les enfants pourraient être concernés par l'application de l'ordonnance, et rédige ensuite une pétition adressée au Ministère de l'éducation et de la culture du Brandebourg. Cette mobilisation, amorcée par le biais d'une conversation entre parents sur l'application *Whatsapp*, prend rapidement la forme d'une coalition de cause (*advocacy coalition* [Sabatier 1988],) à laquelle se rattacheront par la suite les principales institutions du mouvement sorabe quoique ces dernières soient considérées avec une certaine distance par l'instigatrice de la mobilisation.

- 30 Il convient néanmoins de constater que les militants bas-sorabes rencontrés manifestent un rapport moins conflictuel vis-à-vis des militants hauts-sorabes que les militants gallos vis-à-vis des militants bretons, du fait du sentiment d'appartenance à une minorité nationale commune. MBS11 décrit par exemple l'inspiration qu'a représenté pour lui l'exemple haut-sorabe : « quand je l'ai eu, le contact avec les Hauts-Sorabes m'a énormément aidé, c'est très inspirant de voir ce que ça peut être d'être dans les villages, où le haut-sorabe est surtout parlé et on se sent encore naturellement faire partie cette plus grande minorité ». Il s'agit également pour lui de conserver sa conscience d'une minorité sorabe qui englobe davantage d'éléments que les simples intérêts linguistiques de sa communauté de pratique langagière. Il explique alors avoir envie d'apprendre quelques mots en haut-sorabe, afin de mieux comprendre les individus hauts-sorabes à qui il a affaire.
- 31 MBS11 critique cependant un déficit d'information dommageable de la part des Hauts-Sorabes concernant la situation linguistique basse-sorabe. Pour lui, ce déficit d'information justifie la création d'initiatives *bottom-up* spécifiques à la Basse-Lusace. Au début de l'année 2021, MBS11 et l'un de ses amis militants de la langue – MBS1 – émettent publiquement l'idée de fonder un centre d'apprentissage immersif en bas-sorabe à destination des adultes. Cette initiative baptisée du nom d'une déesse slave, est, malgré sa dimension pleinement ascendante, organisée par les deux individus de telle sorte qu'un soutien institutionnel soit possible. Ils lancent un site Internet dédié, et appellent à plusieurs réunions de présentation du projet, en ligne et hors ligne. Le centre d'apprentissage, qu'ils cherchent à rendre opérationnel pour l'année 2023, accueillerait une dizaine d'adultes pour une formation intensive à la langue et à la culture basse-sorabe. Ces élèves seraient logés sur place et constitueraient pendant un an une micro-communauté d'apprentissage et de pratique langagière, intégralement plongés dans l'effort linguistique, à un haut degré d'engagement.
- 32 L'irruption de deux événements militants proprement bas-sorabes que sont la pétition de parents d'élèves contre la proposition d'ordonnance en Brandebourg ainsi que le projet d'immersion linguistique à destination des adultes montrent qu'une action collective autonome encore balbutiante émerge en Basse-Lusace à la fin des années 2010. De manière plus ancienne, on constate que les militants bas-sorabes insistent sur leurs singularités en matière de répertoire traditionnel (différences dans l'organisation des processions de Pâques, détachement du catholicisme) pour revendiquer une manière d'être sorabe qui ne soit pas diluée dans l'identité de la plus visible des deux communautés slaves de Lusace.
- 33 Cette identité sorabe alternative n'obéit pas réellement à une entreprise de territorialisation basse-lusacienne. Tout comme en Haute-Lusace, le territoire marquant aux yeux des militants est celui du village. Le village est ainsi soumis à un processus d'emblématisation (Itçaina, 1996), mais constitue également un lieu sociabilisateur qui rend possible une vie culturelle spécifique. Les fêtes traditionnelles sorabes, ou uniquement basses-sorabes, y sont célébrées à l'aide de représentations et de chants, et les cérémonies religieuses sont parfois l'occasion de rencontres entre locuteurs du bas-sorabe, encouragés à parler la langue par plusieurs prêtres. Un village à même de concentrer ces différentes fonctions sociales est le village de Dissen, dont le musée patrimonial propose des événements culturels liés à la vie rurale d'antan, où le culte est actif dans la revitalisation de la langue, et où sont organisées différentes



cérémonies à l'instar de *Kokot* (fête de fin d'été, moment d'abattage d'une poule) ou de *Zapust* (fête d'hiver liée au calendrier agraire, centrée sur le lin).

- 34 Bien que l'on se situe, comme dans le cas gallo, dans un registre culturel *a priori* tourné vers l'*in-group* (Sommier, 2012), il est important de noter que les familles qui participent à ces animations emploient en forte majorité l'allemand comme langue de communication. S'ils se reconnaissent éventuellement des ancêtres sorabophones, les acteurs concernés ne conçoivent pas la transmission culturelle et linguistique de la même manière que les Hauts-Sorabes catholiques. Des individus très peu socialisés à l'univers culturel ou à la langue sont ainsi à même de participer aux animations du musée, et d'échanger sur les actualités de la Basse-Lusace sorabophone. En l'absence d'un récit régional puissant et unifié, les frontières entre l'*in-group* et l'*out-group* sont loin d'être infranchissables. On pourrait même développer ce raisonnement en avançant que c'est paradoxalement l'absence de grand récit spécifique adossé à la langue basse-sorabe qui permet à des acteurs *a priori* extérieurs de s'intéresser à celle-ci.
- 35 Si mouvements nationalitaires et mouvements de revendication linguistiques s'entrecroisent constamment, ils sont loin de systématiquement coïncider. C'est donc aux phénomènes de dissonance entre récits militants dominants proposés par le mouvement régionaliste ou nationaliste et intérêts linguistiques de populations dominées que nous nous sommes intéressée à l'étude de deux régions et de quatre cas. En Bretagne comme en Lusace, il existe un mouvement nationalitaire dominé par les acteurs de la langue minoritaire/régionale la plus forte de la région. En Bretagne, ce mouvement parvient en partie à instituer une territorialisation de la région différente de celle reconnue par l'État. Il s'inscrit dans la réactualisation régulière du clivage centre/périphérie, entretenant une conflictualisation latente, et exporte certains marqueurs culturels en supports de régionalisme banal<sup>11</sup>. En Lusace, on ne trouve pas de réel nationalisme banal. Le nationalisme haut-sorabe est marqué par une culture de l'entre-soi et de la séparation d'avec la majorité linguistique, une imprégnation catholique structurante, des valeurs politiques penchant du côté du conservatisme, et une valorisation de la *nativespeakerness* (Fishmann, 1991). Les acteurs de ces mouvements investissent alors le territoire (en Bretagne) et/ou les institutions communautaires (davantage en Lusace), contraignant les militants des langues les plus minorisées à se positionner par rapport à eux. Le positionnement des militants du gallo n'est toutefois pas totalement similaire à celui des militants du bas-sorabe en Lusace. Les militants du gallo, pour leur part, jouent la carte de la distanciation par rapport au récit régional porté par les militants de la langue bretonne, invoquant d'autres imaginaires culturels et d'autres territorialités que celle de la région, entretenant une forme d'intimité culturelle. Les militants du bas-sorabe partagent quant à eux un sentiment de loyauté à leur appartenance nationale sorabe, facilitant de ce fait les liens avec les militants hauts-sorabes. Néanmoins, la faible capacité de ces derniers à réellement prendre en compte les intérêts propres à la Basse-Lusace sorabophone a pour effet de vivifier une action collective basse-sorabe autonome et plus ascendante depuis quelques années.



---

## BIBLIOGRAPHIE

- BENFORD, Robert D., & SNOW, David A. (2000). « Framing processes and social movements : An overview and assessment », *Annual review of sociology*, 26(1), 611-639.
- BILLIG, Michael (1995). *Banal nationalism*. New York, Sage.
- BLANCHET, Philippe. (2016). *Discriminations : combattre la glottophobie*, Paris, Éditions Textuel.
- BOURDIEU, Pierre (1982) *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard.
- BOURDIEU, Pierre, & Boltanski, M., (1975) « Le fétichisme de la langue ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2-32
- BARKER, Peter (1995). « Wends, Serbs or Sorbs? The British Foreign Office and the Sorbs of Lusatia (1942-47) », *German Life and Letters*, 48(3), 362-370.
- DARMON, Muriel (2021a). *Réparer les cerveaux. Sociologie des pertes et des récupérations post-AVC*. Paris, La Découverte.
- DOŁOWY-RYBIŃSKA, Nicole (2016). « Becoming an activist: A self-representation of young European campaigners for minority languages », *Integral Strategies*, 405.
- DOŁOWY-RYBIŃSKA, Nicole (2017b). « Language Learners or New Speakers : The Transfer of the Breton Diwan Immersion Education Model to the Lower Sorbian Witaj Project », *Studia Celtica Posnaniensia*, 2(1), 5-26
- DOŁOWY-RYBIŃSKA, Nicole (2020a). « Informal bilingual teachers' language practices and the consequences on pupils' language choices in a situation of unequal bilingualism : The case of an Upper Sorbian education system », *Multilingua*, 39(2), 169-191.
- DOŁOWY-RYBIŃSKA, Nicole (2020b). « No One Will Do This For Us ». *The Linguistic and Cultural Practices of Young Activists Representing European Linguistic Minorities*. Peter Lang D. <https://doi.org/10.3726/b17208>
- ELLE, Ludwig (2000). « Die heutige Situation der sorbischen Sprache und Konzepte zu ihrer Revitalisierung ». In Leoš Šatava & Susanne Hose (Hrsg.), *Erhaltung, Revitalisierung und Entwicklung von Minderheitensprachen. Theoretische Grundlagen und praktische Maßnahmen*, Bautzen: Sorbisches Institut, 17-21.
- FERRE, Clément (2014). « Plurilinguisme et structure hospitalière en Haute-Bretagne: problématiques, résultats partiels et perspectives ». *Cahiers internationaux de sociolinguistique*, (1), 89-108.
- FISHMAN, Joshua A. (1991a). *Reversing language shift : Theoretical and empirical foundations of assistance to threatened languages* (Vol. 76). Bristol, Multilingual matters
- GLASER, Konstanze (2007). *Minority languages and cultural diversity in Europe : Gaelic and Sorbian perspectives*. Bristol, Multilingual Matters.
- HAUGEN, Egar (1972). *The Ecology of Language*. Stanford University Press
- HERZFELD, Michael (2005). *Cultural Intimacy : Social Poetics in the Nation-state*. Hove, Psychology Press.

- ITÇAINA, Xabier (1996). « Danse, rituels et identité en Pays Basque Nord ». *Ethnologie française*, 490-503
- JOHSUA, Florence (2015). *Anticapitalistes*. Paris, La Découverte.
- KERNALEGENN, Tudi (2011). *Une approche cognitive du régionalisme : Identités régionales, territoires, mouvements sociaux en Bretagne, Écosse, et Galice dans les années 1970* [Thèse de doctorat sous la direction d'Erik Neveu, Rennes 1].
- LIPSET, Seymour M., & Rokkan, Stan (1967). *Party Systems and Voter Alignments : Cross-national Perspectives*. Free Press.
- MANDARD, Léandre (2017). *Une politique du patois ? Parlers populaires et militantisme en Haute-Bretagne, de l'entre-deux-guerres aux années 1980*. [Mémoire de Master sous la direction d'Emmanuelle Loyer et Ronan Le Coadic]. Sciences Po Paris.
- MARTI, Roland (2007). « Lower Sorbian – Twice a minority language », *International Journal of the Sociology of Language*, 2007(183).
- MCDONALD, Maryon (1989). « *We are Not French !* » : *Language, Culture, and Identity in Brittany*. Londres, Routledge.
- PASQUIER, R. (2012). *Le Pouvoir régional. Mobilisations, Décentralisation et Gouvernance en France*. Paris, Presses de Sciences Po, « Académique ».
- Pujolar, Joan, & Puigdevall, Maite (2014). « Linguistic mudes: How to become a new speaker in Catalonia », *International Journal of the Sociology of Language*, 2015(231), 167-187.
- SABATIER, Paul (1988). « An advocacy coalition framework of policy change and the role of policy-oriented learning therein », *Policy Sciences* 21: 129-68.
- SOMMIER, Isabelle (2012), « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et politique*, n°68, automne 2012, p.15-35
- SNOW, David A. & BENFORD, Robert D. (1992). *Master frames and cycles of protest*. *Frontiers in social movement theory*, vol. 133, p. 155.
- TAYLOR, Verta (1989). « Social movement continuity: The women's movement in abeyance », *American sociological review*, 761-775.
- URTEAGA, Eguzki (2022) « La décision du Conseil Constitutionnel sur la loi Molac », *Cahiers internationaux de sociolinguistique* 2022/1, n°20, 47-58.
- WALDE, Martin (2010). *Wie man seine Sprache hassen lernt*, Bautzen Domowina-Verlag.
- WEINREICH, Uriel (2011). [1958]. *Languages in contact: French, German and Romansh in twentieth-century Switzerland*. John Benjamins Publishing.
- WINTERFELD, Klaus (2003). *Kulturelle Potenzen regionaler Entwicklung : das Beispiel Kulturraum Oberlausitz-Niederschlesien (Vol. 1)*. Leipziger Universitätsverlag.

## NOTES

1. TMO Régions (2018). Les langues de Bretagne: Enquête sociolinguistique, [https://www.bretagne.bzh/upload/docs/application/pdf/2018-10/etude\\_languesbretagne.pdf](https://www.bretagne.bzh/upload/docs/application/pdf/2018-10/etude_languesbretagne.pdf), dernière consultation : 26/11/2020.

2. Nous proposons ce terme en nous inspirant du concept de minoritarisation défini par Philippe Blanchet en 2014 comme l'intersection entre un processus de dévalorisation qualitative et quantitative de la langue. Ce concept est selon nous doublement efficient dans les cas de langues régionales ou minoritaires spécifiquement invisibilisées du fait de leur proximité avec une autre langue régionale ou minoritaire dans un territoire donné. Ce fait est illustré par plusieurs études portant sur les cas bretons et sorabes entre autres, dont nous ne citons ici que deux exemples.
  3. Par capacités instituantes, nous voulons évoquer l'aptitude à établir et stabiliser un récit cohérent sur le temps long.
  4. Nous employons ce terme sans connotation péjorative, selon l'usage qu'en proposent Pierre Bourdieu et Luc Boltanski (1975).
  5. Les entretiens sont codés de la manière suivante : « M » pour chaque enquêté (« militant »), suivi de l'initiale de la langue défendue (« B » pour breton, « G » pour gallo, « HS » pour haut-sorabe et « BS » pour bas-sorabe), puis le numéro de l'entretien par ordre chronologique de réalisation dans chacun des quatre cas. MB5 sera ainsi un militant ou une militante du breton interrogé(e) en cinquième parmi tous les militants du breton. L'âge, le genre, la profession permettent ensuite de situer socialement la personne interrogée.
  6. La sociologue Muriel Darmon emploie ce terme pour évoquer les récits fondateurs auxquels se réfèrent les patients en récupération d'un accident cardio-vasculaire.
  7. Chiffres recueillis pendant la période de l'enquête de terrain (plus particulièrement en 2019).
  8. En ce sens, le groupe des Compagnons de Merlin visant à défendre les intérêts hauts-bretons, créés par le militant Jean Choleau en 1930, constitue une exception.
  9. Les menteries sont des performances où les « menteurs » racontent sur scène le mensonge le plus étonnant possible. Elles sont très répandues en Haute-Bretagne et font l'objet de différents concours.
  10. La loyauté linguistique (« *language loyalty* ») désigne en sociolinguistique un sentiment de fidélité à la langue (Weinreich, 1968).
  11. Nous adaptons ici avec Romain Pasquier (2012, p. 48) la notion de nationalisme banal (Billig, 1995) précédemment évoquée dans cet article.
- 

## RÉSUMÉS

Cet article propose de comparer les processus de convergence ou de dissonance entre mouvements nationalitaires et mouvements de revendications linguistiques. Il s'agit ici de faire dialoguer les situations linguistiques et militantes de deux régions peu comparées et de surcroît traversées par deux niveaux de rapports de force linguistiques. Alors que la littérature en science politique tend à s'intéresser aux mouvements nationalitaires à l'échelle d'une région, les phénomènes de concurrence entre militants de langues régionales différentes au sein d'une même région ont à l'heure actuelle fait l'objet de peu de travaux. En étudiant les revendications linguistiques dans leur contexte en Bretagne (France) et en Lusace (Allemagne), nous émettons l'hypothèse selon laquelle les mouvements nationalitaires valorisent une des deux langues régionales au détriment de la seconde. Alors que les militants de la langue bretonne (en Bretagne) et de la langue haute-sorabe (en Lusace) tendent à investir le territoire régional et les institutions communautaires au nom de la société régionale dans son ensemble, les militants de la langue galloise (Bretagne) et basse-sorabe tentent de se distancier des récits nationalitaires

instituant en s'appuyant sur des répertoires d'action diffus et instables, témoins d'un processus de double minoritarisation.

This article compares the processes of convergence or dissonance between nationalist movements and language movements. We aim at discussing the linguistic and militants situations in two regions that are not often compared, and which are also affected by two levels of linguistic power relations. While the research in political science tends to focus on nationalist movements on a regional scale, little research has been done to date on the phenomena of competition between activists of different regional languages within the same region. By studying language claims in their context in Brittany (France) and Lusatia (Germany), we put forward the hypothesis that nationalist movements value one of the two regional languages to the detriment of the second. While activists of the Breton language (in Brittany) and the Upper Sorbian language (in Lusatia) tend to invest the regional territory and community institutions in the name of regional society as a whole, activists of the Breton (Brittany) and Lower Sorbian languages try to distance themselves from the instituting nationalist narratives by relying on diffuse and unstable repertoires of action, bearing witness to a process of double minoritarisation.

## INDEX

**Keywords :** Brittany, Lusatia, regionalism, nationalism, activism

**Mots-clés :** Bretagne, Lusace, régionalisme, nationalisme, militantisme

## AUTEUR

### JEANNE TOUTOUS

Laboratoire DICEN-IDF, Université Paris Nanterre

Associée au laboratoire Arènes – UMR 6051, Rennes